Nouvelles locales du lundi 21 mars 2016

@rib News, 21/03/2016 | Droit de l'Homme - Les militaires et policiers accusés d'avoir participé à l'assassinat du général Adolphe Nshimirimana (photo, funérailles) début août 2015 viennent de passer le cap des huit mois d'emprisonnement. Ces 5 militaires et 3 policiers, tous des ex FAB n'ont toujours pas été entendus par un juge. Deux d'entre eux sont d'anciens gardes du corps de l'ancien ministre de la Défense, le général Pontien Gacyubwenge. Depuis leur détention, ils ne perçoivent plus de salaire. Les familles et proches estiment qu'il s'agit d'une violation de la loi et de leurs droits. Tous sont également privés du droit d'être assistés par un avocat.

Ils ont écrit à la Commission Nationale Indépendante des Droits de l'Homme (CNIDH) pour obtenir des avocats mais en vain. La commission leur a répondu qu'elle n'avait pas les moyens de prendre en charge les frais des conseils. Les familles veulent que les leurs soient entendus par un juge et qu'ils puissent bénéficier d'un procès équitable. Les huit accusés croupissent à la prison centrale de Gitega depuis le 4 septembre 2015.

| Sécurité - Les étudiants du campus Kiriri de l'Université du Burundi s'insurge contre une opération de fouille menée par la police ce lundi matin. Pour les étudiants contactés, ces agissements constituent une atteinte flagrante de leurs droits et cachent de mauvaises intentions. Les policiers étaient accompagnés par le responsable administratif du campus Kiriri. Ils ont expliqué qu'ils cherchaient des étudiants irréguliers. Alors que la fouille a commencé à 4 heures, aucun étudiant n'a été arrêté. Les pluies abondantes de la nuit et des vents violents ont occasionné beaucoup de dégâts dans la province de Gitega. Voici les communes concernées : Itaba : 56 maisons détruites (+5 salles de classes emportées) ; Makebuko : 59 maisons et 18 salles de classe ; Gitega : 73 maisons ; Nyarusange : 10 ; Giheta : 12 maisons, Mutaho : 62 maisons, Bugendana : 57 maisons et Ryansoro : 42 maisons. Par ailleurs, 300 hectares de champs de haricot, bananes, manioc, maïs et autres cultures détruits par les pluies abondantes. Ces données sont celles du cabinet du gouverneur de la province de Gitega, Venant Manirambona. Elles ont été rendues publiques après que ce dernier ait effectué une tournée dans les communes sinistrées. Ce numéro un de la province Gitega a depuis lancé un appel à l'aide. La réhabilitation des salles de classes restant prioritaire selon lui. L'administration ne dispose pas encore de moyens permettant de protéger les maisons endommagées. Toutefois, quelques vivres ont pu être récoltés pour les populations en difficulté, mais cela reste très insuffisant. Il y a urgence car au service des prévisions météorologiques à l'IGEBU (Institut Géographique du Burundi), on indique que durant les mois de mars avril et mai 2016 les pluies risquent d'être encore abondantes.

- Un homme sans vie a été retrouvé dimanche soir à la voie publique séparant le quartier de Bwoga et celui de Kwibuka dans la ville de Gitega. L'identité de la victime n'a pas été communiquée. L'homme était menotté et emballé dans un sac. La police indique avoir débuté une enquête. | Société - Les abords de l'ancien Grand Marché de Bujumbura posent problème à cause de l'odeur pestilentielle. En cause, l'impressionnant tas d'ordures à proximité même des étals. Le marché où se vendent les fruits et légumes est le plus concerné. Certains clients préfèrent passer leur chemin. Des vendeuses affirment qu'elles payent chacune une somme de 600 FBU à la mairie toutes les semaines. De l'argent qui est redistribué notamment à la société SETEMU. Cette dernière essaie d'enlever les débris régulièrement. Des informations recueillies sur place indiquent que cette société n'a plus les moyens de travailler. Les marchandes de légumes craignent pour leur santé. Le risque d'attraper des maladies est sérieux. Elles ont demandé l'évacuation de toutes les ordures.

- Dans le rapport de monitoring présenté ce vendredi 11 mars 2016 à la maison de la presse, l'observatoire de la presse du Burundi a indiqué que la radiotélévision nationale sites Bonasha, Isanganiro, RPA et le journal Iwacu ont traité plus de trois mille cinq cent sujets depuis le mois de décembre 2015. Les thèmes en rapport avec la sécurité et la politique ont retenu plus l'attention des journalistes puisque neuf cent trente et un sujets sur la sécurité ont été traités pendant cette période et 459 sujets en politique. Concernant la localisation de l'information, le rapport précise que la mairie de Bujumbura occupe une place plus importante, plus de quarante-neuf pourcent des informations diffusées sont de la ville de Bujumbura. Innocent Nsabimana, secrétaire exécutif de cette observatoire qui a présenté le rapport, dit que les thématiques liées aux genres, cultures et sport ont été peu abordées par les médias. Selon le rapport, les citoyens n'ont eu suffisamment de place pour les informations diffusées. Trois manquements à la déontologie du métier ont été soulevés par le secrétaire exécutif de l'OPB : déséquilibre de l'information, le mauvais traitement et un seul cas d'atteinte à la réputation ont été relevés. L'OPB n'a pas été en mesure de classer les radios par rapport au nombre et à la qualité des informations. Les centres de travail des médias burundais n'étaient pas les mêmes. Seule la RTNB a ouvert alors que les radios Bonasha, Isanganiro, RPA étaient fermées pendant cette période.